

<https://www.snetap-fsu.fr/Loi-apprentissage-surdite-en-stereo.html>



RENCONTRE PENICAUD / TRAVERT

# Loi apprentissage : surdité en st reo

- Nos Actions - Les Communiqués -

Date de mise en ligne : lundi 9 juillet 2018

---

Copyright   Snetap-FSU - Tous droits réservés

---

**Muriel PENICAUD et Stéphane TRAVERT ont reçu, le vendredi 6 juillet, les organisations syndicales du Ministère de l'Agriculture pour une séance qui se voulait une explication de texte sur le projet de loi « liberté de choisir son avenir professionnel » actuellement en débat au Sénat.**

**Le Snetap-FSU**, le Sea-[UNSA](#) et la [CGT](#)-Agri étaient présents, non pas pour prendre la leçon d'une Ministre maîtrisant de toute évidence son projet de loi, mais pour ne rien lâcher, avec la volonté affichée de faire entendre la voix des personnels de l'Enseignement Agricole Public en général et celle des personnels CFAA publics en particulier. Même si ce rendez-vous arrivait en extrême limite des dernières évolutions possibles du texte, l'Intersyndicale devait rappeler aux Ministres leur responsabilité sur l'avenir des CFAA, des lycées et des formations publics.

Après la présentation du projet de loi par la Ministre du travail et ses explications cherchant à convaincre de son intérêt pour le monde du travail, pour les jeunes et pour les territoires les plus fragiles, chacune des trois organisations syndicales a rappelé sa vision globale du texte et souligné sa dangerosité. Rappel  aussi que chacune de nos fédérations ou confédérations portaient ces critiques depuis plusieurs mois et encore dernièrement auprès des parlementaires.

Chaque syndicat d'un commun accord a terminé son intervention en rappelant le point sur lequel était attendu encore à ce stade une réelle évolution dans le projet de loi : **l'introduction d'un amendement assurant le maintien sur l'ensemble du territoire des CFAA Publics grâce à la prise en compte de leur spécificité par une subvention publique d'équilibre.**

En effet pour l'Intersyndicale de l'Enseignement Agricole Public le projet de loi en installant l'apprentissage dans un système concurrentiel sauvage et en supprimant la tutelle des [Régions](#) porte en germe la disparition à court terme de nombreux CFAA Publics et menace près de 6000 emplois (ceux des personnels de CFAA).

Le Snetap-[FSU](#), le Sea-[UNSA](#) et la [CGT](#)-Agri se sont notamment appuyés sur l'amendement porté auprès de plusieurs parlementaires et ont demandé aux deux ministres de le reprendre, en rappelant qu'ils étaient aujourd'hui les seuls en mesure de permettre une évolution du texte et qu'en cela ils portent la responsabilité de l'avenir des CFAA et des formations publiques présentes sur tout le territoire.

Les Ministres ont cherché à assurer de leur préoccupation pour les formations et les territoires les plus fragiles. **L'Intersyndicale a donc demandé d'inscrire noir sur blanc dans la loi les éléments assurant la protection de ces formations et de ces territoires.**

**Ils sont restés sourds à la demande exigée, le texte en l'état, selon eux, permettant d j à les protéger.**

L'Intersyndicale a rappelé que les personnels de l'enseignement agricole public sont dans l'action depuis de nombreuses semaines pour exprimer notamment leurs inquiétudes face aux conséquences de la réforme de l'apprentissage. Aucune des réponses apportées lors de cette réunion n'est en mesure de donner quelque espoir. Les inquiétudes exprimées demeurent plus que jamais.

**L'Intersyndicale appelle les personnels à maintenir la mobilisation contre cette loi.**

Paris, le 06 juillet 2018